



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

20/02/2026

Francesca Albanese : une cible prioritaire pour l'impérialisme occidental

Le 11 février 2026, le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, exige la démission de Francesca Albanese, rapporteuse spéciale des Nations unies au sujet des territoires palestiniens occupés.

Là, rien de nouveau sous le soleil. Au moment du renouvellement de son mandat, voilà un peu plus d'un an, les dirigeants impérialistes occidentaux avaient tenté de manœuvrer afin qu'elle ne soit pas renouvelée.

En vain ! Le crime de Francesca Albanese aux yeux des impérialistes occidentaux : dire la vérité sur l'État colonial sioniste et le génocide qu'il perpète dans toute la Palestine. Dire aussi que l'existence de cet État d'apartheid n'a pas forcément vocation à être éternelle.

L'ONU est une organisation tenue par l'impérialisme dominant et ses sbires. Elle est impuissante, quelle que soit la volonté de ses dirigeants, à arrêter le génocide à Gaza. Néanmoins, même à la botte, elle dérange, d'où le « Conseil de la Paix » de Trump qui, au-delà de la question palestinienne, a vocation, pour les dirigeants US, à se substituer à elle. Ce conseil a été légitimé... par un vote du Conseil de Sécurité de l'ONU où de sont abstenus la Russie et la Chine.

Donc clairement, l'ONU ne peut entraver les projets de l'impérialisme dominant ni son soutien, pas plus que celui de ses vassaux, à l'entité sioniste, prolongement organique de l'impérialisme occidental. Pourtant, quelques figures d'employés de l'ONU sont des gêneurs que l'impérialisme occidental veut écarter. Francesca Albanese est au premier rang de ces gêneurs. Et, en ce moment, l'État impérialiste français met les bouchées doubles pour empêcher les expressions de solidarité avec la Palestine occupée et colonisée qui combat en faveur sa libération nationale.

C'est ce qui explique l'acharnement contre Francesca Albanese.

Le ministre Barrot incarne la catastrophe diplomatique de la France chassée en Afrique, et considérée comme ridicule par nombre de pays, y compris parmi ses alliés. Sa déclaration a déclenché une volée de bois vert, en France comme dans le monde. Tout tourne autour du fait que Barrot a condamné Francesca Albanese pour une phrase qu'elle n'a jamais prononcée : « Israël est l'ennemi commun de l'humanité ». Il s'est appuyé sur une vidéo tronquée et trafiquée d'une de ses interviews, diffusée par la représentante permanente du sionisme auprès du gouvernement français et de l'Assemblée nationale, la fasciste Caroline Yadan.

La méthode a choqué. La Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) a appelé, dans un courrier daté du 14 février, le gouvernement à « rectifier publiquement » ses accusations. La CNCDH, tel le Comité de coordination des procédures spéciales de l'ONU mercredi, soutient que les critiques ministérielles reposent sur une « déformation manifeste » et des « faits fabriqués ». La CNCDH a mis en garde contre un « précédent dangereux » et une « ingérence inacceptable » de la France, estimant cette démarche menaçant l'indépendance des experts de l'ONU et « porte atteinte à l'intégrité du débat public ». Elle estime: «cette démarche est d'autant plus préoccupante qu'elle émane d'un État membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies, membre du Conseil des droits de l'Homme et d'un pays qui se présente comme un défenseur du multilatéralisme » et que la France porte une « responsabilité historique » dans l'affaiblissement des mécanismes de protection internationale.

La question s'est posée de savoir si Barrot était juste un idiot utile ou s'il était avisé que la vidéo était un montage. La réponse est claire, il assume parfaitement. Il a renouvelé sa diatribe. Interpellé le 18 février dans l'hémicycle, répondant, droit dans ses bottes : « Les fake news, ça suffit. Je n'ai ni déformé, ni tronqué les propos de Madame Albanese [...] Je les ai tout simplement condamnés parce qu'ils sont condamnables. ». Barrot assume donc son mensonge. Il ment alors que tout le monde sait qu'il ment et cela ne change rien à la position de l'État impérialiste français qui continue de demander la démission de Francesca Albanese.

Cela pose la question de la méthode de défense de Francesca Albanese. Beaucoup de ceux qui se sont avancés pour la défendre et elle-même se sont basés sur ce mensonge de manière à attaquer Barrot. Or cela ne change rien, à vouloir concéder pour obtenir un acquis minimum, on ne gagne rien.

Car enfin, même si elle avait prononcé cette phrase, où est le problème ? L'État colonial sioniste perpète un génocide, les peuples et les travailleurs du monde l'ont compris, il est au ban des nations, il est la lie de l'humanité. Afin que la Palestine soit libre et que la paix soit enfin instaurée au Proche Orient au bout de près de 80 ans, il doit disparaître.

La seule manière cohérente efficace, et qui ne fasse pas de concession à la censure de défendre Francesca Albanese est de dire qu'effectivement, l'État colonial sioniste génocidaire est l'ennemi de l'humanité. Et ce, même si Francesca Albanese n'a absolument pas prononcé ces mots.

Le Parti Révolutionnaire Communistes soutient Francesca Albanese, qui est aujourd'hui, au-delà de ses propres paroles, un symbole du combat des Palestiniens pour le droit à exister. Dans notre combat pour la libération nationale de la Palestine, nous pensons qu'il faut dire le réel et assumer : l'État colonial sioniste est une monstruosité, c'est la lie de l'humanité. Il tombera, car c'est le sens de l'histoire !

[© Copyright](#)